



*Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies
63ème session
Dialogue interactif sur le Burundi
septembre 2026*

La FIDH et ses organisations membre et partenaire au Burundi, la ligue ITEKA et King Umurundi Freedom, tiennent à remercier le Rapporteur Spécial sur la situation des droits humains au Burundi pour son travail depuis le début de son mandat.

Nos organisations souhaitent également porter à l'attention du Conseil les éléments suivants, sur la situation des droits humains au Burundi.

La situation des droits humains au Burundi se dégrade davantage au fur et à mesure qu'on approche la période de l'élection présidentielle de mai 2027.

Nos organisations font état d'exécutions sommaires , d'enlèvements et disparitions forcées visant principalement les membres de l'opposition et les retraités militaires. Le contexte et la répression dans lesquelles se sont déroulées les élections législatives, communales et collinaires de 2025 font craindre une augmentation de la commission des violations à l'approche de l'élection présidentielle.

En outre, le conflit armé en RDC voisine, et les activités des groupes armés, y compris du mouvement Red Tabara, constituent un facteur de risque pour la tenue d'une élection apaisée au Burundi.

L'impunité et le manque d'indépendance de certaines institutions chargées de garantir l'État de droit sont des obstacles à la redevabilité et au respect et à la jouissance des droits par la population burundaise.

Nos organisations sont également particulièrement inquiètes de la situation des réfugié-es burundais-es qui sont rapatriés de force depuis la Tanzanie, dont certain-es ont des craintes réelles persécutions au Burundi. En outre, la situation des ressortissant-es burundais-es au Kenya notamment, où une directive gouvernementale enjoint les étrangers exploitant des petits commerce de cesser leurs activités, inquiète nos organisations, dans un contexte de montée d'un sentiment anti-migrant-s en Afrique notamment.

Il est donc crucial que le mandat du Rapporteur spécial sur le Burundi soit renouvelé. Il faudra également veiller à ce qu'il puisse poursuivre et renforcer son monitoring sur la situation des droits humains au Burundi, notamment à travers la consultation de la société civile burundaise en exil, et qu'il ait accès au pays.

Au regard de la situation, la FIDH, la ligue ITEKA et King Umurundi Freedom appellent à ce que le Conseil poursuive son examen et continue son travail de monitoring de la situation en faveur de la lutte contre l'impunité au Burundi.